



La Liberté
1701 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'828
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 88'159 mm²

UNE ANNÉE DE FRANC FORT | *Le chômage progresse, mais ni le Conseil fédéral ni le parlement ne devraient prendre des mesures spectaculaires. On mise sur de légères interventions chirurgicales.*

Pas de changement de cap en vue

PHILIPPE BOEGLIN

Le nombre de chômeurs inscrits en novembre n'avait jamais été aussi élevé depuis 2009: plus de 148 000 actifs recherchaient du travail en Suisse il y a moins de deux mois. Pour certains responsables économiques, on assiste à une véritable hémorragie, qui pourrait se solder par la disparition de 20 000 postes rien qu'en 2015, a alerté il y a peu le président de l'Union patronale suisse Valentin Vogt. Pire, l'année qui vient de débiter ne devrait pas voir la tendance s'inverser.

La faute à qui? En partie au désormais fameux franc fort, résultant de la levée, décrétée le 15 janvier 2015 par la Banque nationale suisse (BNS), du taux plancher entre la monnaie helvétique et l'euro. Depuis, il ne faut plus déboursier 1,20 franc pour acquérir un euro, mais moins de 1,10 franc, au bon vouloir du marché.

«Il est impossible de faire mieux ou plus»

MARCO TADDEI

Conséquence: les produits suisses ont renchéri pour les potentiels acheteurs de la zone euro. L'économie d'exportation souffre. Ses marges ont fondu, et les licenciements prolifèrent.

«Une véritable inertie»

Que fait le gouvernement? Pour la gauche, pas grand-chose, et pas assez. «On assiste à une véritable inertie du ministre de l'Économie Johann Schneider-Ammann. Une désindustrialisation est en marche, dont on

commence seulement maintenant à percevoir les méfaits», soutient le conseiller aux États Christian Levrat (FR), président du PS.

Pour le membre de la commission de l'économie, il faut mener une discussion publique sur l'avenir de la Banque nationale suisse. L'institut d'émission «doit à nouveau se concentrer sur sa tâche principale, soit garantir la santé de l'économie», et non chercher à limiter la progression de son bilan. Pas plus tard qu'hier, l'Union syndicale suisse a même exigé que la BNS ramène le cours du franc aux alentours de 1,30 franc pour un euro.

Changement de ton à droite et dans les milieux économiques, où ni le statut de la BNS ni la levée du taux plancher ne sont remis en question. On se dit globalement satisfait de Johann Schneider-Ammann, président de la Confédération en 2016. La ligne du libéral-radical, ancien patron du groupe industriel Ammann, consiste à soutenir la compétitivité des employeurs, pour en faire bénéficier les employés.

Chômage partiel

«Il a travaillé judicieusement, en axant son effort sur l'innovation, notamment en initiant la transformation de la Commission de la technologie et de l'innovation (CTI), destinée à devenir Innosuisse», une agence mieux armée, se réjouit Dominique de Buman (pdc/FR), membre de la commission de l'économie du National.

Les ressources de la CTI ont en outre été bonifiées de 20 millions de francs d'août à décembre 2015, ce qui se traduit par 50 projets supplémentaires. L'enveloppe reste toutefois

nettement inférieure aux 100 millions demandés pour 2015 et 2016 par Swissmem, faitière de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux - une des branches les plus touchées. Mais pas question pour celle-ci d'émettre des critiques: «Les restrictions budgétaires à la Confédération offrent peu d'alternatives», concède Philippe Cordonier, responsable pour la Suisse romande.

Même accueil favorable pour la mesure phare de Johann Schneider-Ammann: la facilitation du recours au chômage partiel pour les sociétés en difficulté, instituée en janvier 2015, qui permet d'éviter les licenciements. La disposition autorise en effet l'État à verser une indemnité si le temps de travail se réduit sous l'effet des variations de change.

Parlement critiqué

Les entreprises se sont servies dans la marmite. A fin septembre, quelque 4800 employés de 500 firmes profitaient du régime, contre 1236 personnes et 131 entreprises un an plus tôt. L'Union patronale suisse (UPS) apprécie: «Il est impossible de faire mieux ou plus», félicite Marco Taddei, responsable romand.

Attendre monts et merveilles du seul ministre de l'Économie, c'est aussi éagéré. Finalement, c'est le parlement qui vote les lois. Et là, force est de constater que les paroles ont été plus nombreuses que les actes. A titre d'exemple, la motion de Raphaël Comte (plr/NE), qui veut étendre le cautionnement pour les entreprises, a été approuvée aux États en septembre... mais n'a pas été traitée par le National en décembre. «Ce que le parlement a décidé



La Liberté
1701 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'828
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 88'159 mm²

jusqu'ici, c'est du vent», assène Marco Taddei.

Les partis de droite, PLR et UDC en tête, et les milieux patronaux se retrouvent toutefois sur la stratégie globale: amélioration des conditions-cadres et sus à la bureaucratie. Dans leur agenda notamment, faire front contre les nouveaux contrôles, comme sur l'égalité salariale entre hommes et femmes. I



Pour la gauche, le président de la Confédération Johann Schneider-Ammann – ici lors de son discours du Nouvel-An à Bâle – n'en fait pas assez pour lutter contre les effets du franc fort. KEYSTONE



La Liberté
1701 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'828
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 3
Fläche: 88'159 mm²

L'IDÉE D'UN FONDS SOUVERAIN

Devant la crise du franc fort, de nombreuses voix ont appelé durant toute l'année dernière à créer un fonds souverain ou fédéral pour venir en aide aux entreprises en difficulté. Sans succès jusqu'ici. On trouve évidemment la plupart des partisans de cet instrument à gauche. Comme nous le disait hier le président du Parti socialiste, Christian Levrat, «on pourrait de la sorte soutenir directement les entreprises les plus meurtries, notamment les sous-traitants de l'industrie d'exportation». L'idée n'a pas germé qu'à gauche. Dominique de Buman, membre PDC de la commission de l'économie du National, a déjà parlé d'«une banque publique d'investissement». L'Etat injecterait temporairement de l'argent dans un secteur ou une entreprise précise. «Ce n'est rien d'autre que ce qu'avait fait la Confédération pour sauver UBS il y a quelques années.»

Mais la situation actuelle ne le justifie pas. «Il n'y a pas de domaine qui soit sinistré, donc pas d'urgence.» La droite du parlement, le PLR et l'UDC en tête, ne voteraient donc pas en faveur d'un tel projet. L'idée d'un fonds souverain avait pourtant séduit jusque dans le monde de la finance. Feu l'économiste en chef d'UBS Andreas Höfert avait appelé à sa mise en place. A deux conditions, pour atteindre l'effet désiré sur le change: l'argent devait provenir de Suisse et être investi à l'étranger.

Mais, dans l'ensemble, les milieux économiques balaient tout fonds public. Economiesuisse argue notamment que la Suisse n'en a pas les moyens. Contrairement à la Norvège, dont le fonds s'appuie sur les revenus du pétrole, la Confédération ne dispose pas de ressources naturelles qu'elle pourrait utiliser à cette fin. PBO